

## CHAPITRE 7 – La modification des grands équilibres économiques et politiques

**Comment les années 1970 et 1980 modifient-elles en profondeur l'ordre mondial ?**

Des années 1970 à 1991, le monde subit de profonds bouleversements. L'optimisme des Trente Glorieuses s'évanouit, les chocs pétroliers contribuent à plonger dans la crise les économies capitalistes.

La guerre froide se poursuit jusqu'à la fin des années 1980, mais la révolution iranienne de 1979 fait émerger un nouvel acteur géopolitique : l'islamisme. Il rejette aussi bien le modèle occidental que le communisme.

Un mouvement de démocratisation touche en 1974-1975 les pays d'Europe du Sud, qui rejoignent ensuite la CEE, puis fait imploser le bloc soviétique en 1989 et l'URSS en 1991. Quant à la Chine, elle accepte l'économie de marché, mais refuse la démocratie.

## REPÈRES p. 209

### Communisme et socialisme de marché

Le communisme est l'idéologie de l'URSS depuis sa création par Lénine en 1917. Selon Marx et Engels, le socialisme doit s'imposer par la dictature du prolétariat puis aboutir au communisme, une société sans classes. C'est l'objectif du « marxisme-léninisme » en URSS, où le parti communiste dirige l'État et collectivise l'économie. La propriété privée est abolie, les entreprises sont dirigées par l'État et les paysans regroupés dans des fermes collectives. Face aux oppositions, l'État marxiste-léniniste prend une forme totalitaire sous Lénine, accentuée par Staline.

Ce modèle communiste est imposé aux « démocraties populaires » d'Europe orientale en 1947-1948 et adopté par la Chine en 1949. Les échecs économiques et les oppositions suscitent des tentatives de réforme après la mort de Staline en 1953. Celles lancées en 1985 par Gorbatchev conduisent à la disparition du bloc soviétique et de l'URSS. Mais en Chine, à partir de 1979, Deng Xiaoping parvient à libéraliser l'économie, tout en conservant la dictature du parti communiste. C'est le « socialisme de marché » qui veut concilier économie de marché et idéologie marxiste-léniniste.

### Libéralisme, capitalisme et néolibéralisme

Le libéralisme s'épanouit au XIX<sup>e</sup> siècle en Europe occidentale et aux États-Unis. Son principe est la liberté individuelle. Elle doit être garantie par l'État dans les domaines politique (respect des droits fondamentaux) et économique. On parle de capitalisme pour désigner le système économique libéral, caractérisé par la propriété privée des moyens de production, le rôle du marché (concurrence entre les entreprises) et l'intervention minimale de l'État.

La crise des années 1930 conduit à une réévaluation du rôle de l'État. Il peut intervenir dans l'économie (Keynes) et doit protéger les faibles (État-providence). Mais la crise des années 1970-1980 a l'effet inverse : l'État-providence est contesté par Margaret Thatcher au Royaume-Uni et Ronald Reagan aux États-Unis. Ils se réclament du « néolibéralisme », retour aux principes du libéralisme par un désengagement de l'État au profit des entreprises.

## **Islamisme**

Les États décolonisés se sont d'abord inspirés des deux idéologies dominantes, le libéralisme et le communisme (ou socialisme). Au Moyen-Orient, les régimes mettent en avant un nationalisme laïc et se rapprochent du camp américain ou du camp soviétique. L'islam joue alors un rôle mineur en politique. Mais cette situation évolue avec l'échec du nationalisme arabe face à Israël et surtout la « révolution islamique » iranienne en 1979. C'est l'affirmation d'un nouvel acteur géopolitique : l'islamisme. Théorisé par Khomeiny dans l'Iran chiite, il se développe aussi dans l'islam sunnite. Il veut refonder les États musulmans sur leur religion et les unir à la fois contre l'Occident et contre l'impérialisme soviétique.

## **Cours 1. L'Occident en recomposition (1970-1991) (p. 212 – 213)**

**Dans les années 1970, les économies capitalistes d'Europe et d'Amérique du Nord entrent en crise, tandis que le modèle occidental est contesté par une nouvelle force révolutionnaire : l'islamisme. L'Occident doit alors repenser ses politiques et défendre ses principes**

### **A - La crise économique**

La fin d'un cycle de croissance. À partir de 1945, la reconstruction de l'Europe et l'équipement des foyers en biens de consommation (réfrigérateur, télévision, voiture, etc.) ont soutenu une forte croissance. Cette économie, fondée sur l'usage du pétrole comme carburant et comme matière première, a fait entrer les sociétés occidentales dans la consommation de masse. Cependant, dès la fin des années 1960, quand chacun est équipé et que les achats ne sont plus destinés qu'au remplacement, l'économie occidentale ralentit. En 1971, les États-Unis suspendent la convertibilité du dollar en or : la fin des accords de Bretton Woods (juillet 1944) entraîne une insécurité monétaire et perturbe l'économie mondiale.

Les deux chocs pétroliers. En 1973, les pays arabes lancent une offensive contre Israël, le jour de la fête du Kippour. Face à la contre-offensive israélienne, les pays de l'OPEP décident d'augmenter les prix du pétrole et de limiter leur production, pour pénaliser les alliés d'Israël. Ceci provoque une flambée des prix et met en difficulté les économies occidentales. Le pétrole devient ainsi une arme politique. En 1979-1980, un second choc pétrolier est provoqué par la révolution iranienne, puis le déclenchement de la guerre entre l'Iran et l'Irak, pays qui réduisent leur production.

Un lourd impact économique et social. L'approvisionnement difficile en pétrole ralentit l'activité des entreprises. La croissance chute et les économies entrent en stagnation, ce qui provoque une augmentation du chômage. En parallèle, la hausse du cours du pétrole nourrit l'inflation, c'est-à-dire l'augmentation généralisée des prix. Celle-ci touche durement le budget quotidien des familles. Un phénomène inédit apparaît donc : la stagflation. Ce néologisme désigne la combinaison de la stagnation et de l'inflation.

## **B. L'ère du néolibéralisme**

L'abandon du keynésianisme. Les politiques économiques expérimentées dans les années 1930 pour lutter contre la crise, puis appliquées après la Seconde Guerre mondiale pour créer un État-providence, sont remises en cause. Le néolibéralisme est défendu avec conviction par deux dirigeants conservateurs : Margaret Thatcher, Première ministre du Royaume-Uni de 1979 à 1990, et Ronald Reagan, président des États-Unis de 1981 à 1989.

POINT DE PASSAGE Ronald Reagan et Deng Xiaoping, deux acteurs majeurs d'un nouveau capitalisme p. 222

La dérégulation de l'économie. Le choix est fait de diminuer l'intervention de l'État au profit des initiatives individuelles et des entreprises. Concrètement, la fiscalité et les normes sont allégées. Parallèlement, l'État diminue ses dépenses, notamment dans le domaine social, et son contrôle sur l'économie. Le néolibéralisme se traduit aussi, au Royaume-Uni ou en France (1986), par la privatisation des entreprises dont l'État était actionnaire. Dans ce contexte, les profits spéculatifs explosent et les inégalités sociales se creusent.

## C. Le modèle occidental entre avancées et rejets

La démocratisation de l'Europe du Sud. En 1974, Konstandinos Karamanlis devient Premier ministre de la Grèce : il restaure ainsi la démocratie après sept années de régime militaire. La même année au Portugal, les officiers qui refusent de lutter contre les mouvements indépendantistes dans les colonies, renversent la dictature instaurée en 1932 par António de Oliveira Salazar. La mort de Francisco Franco en 1975 permet aussi à l'Espagne d'engager une transition démocratique, conduite par le jeune roi Juan Carlos 1<sup>er</sup>. Soutenant cette évolution, la CEE intègre la Grèce (1981), puis le Portugal et l'Espagne (1986) malgré les problèmes économiques posés par leur adhésion. Hors d'Europe cependant, la guerre froide conduit les Occidentaux à soutenir des dictatures militaires en Amérique latine ou le régime autoritaire du chah Mohammad Reza en Iran.

La révolution iranienne et l'islamisme. Fidèle allié des États-Unis, gendarme du golfe Persique, le régime du chah est renversé en 1979 par une révolution islamique. Le 1<sup>er</sup> avril 1979, l'ayatollah Khomeiny fonde la République islamique d'Iran. Il en devient le « Guide Suprême » : placé au-dessus du président de la République, il est assisté d'un Conseil qui vérifie la compatibilité des lois avec la charia. Le 4 novembre 1979, l'assaut de l'ambassade américaine par des étudiants de Téhéran manifeste l'hostilité envers les États-Unis, qualifiés de « Grand Satan ». Mais Khomeiny dénonce aussi l'impérialisme soviétique et il rompt en 1982 avec le Toudeh, Parti communiste iranien qui soutenait au départ la révolution. L'Iran devient ainsi le modèle d'une nouvelle contestation de l'ordre mondial, faisant de l'islamisme une arme révolutionnaire.

## **DOSSIER p. 214-215 : Chocs pétroliers (1973 et 1979) et crise économique mondiale**

La guerre du Kippour en 1973, puis la révolution iranienne en 1979 entraînent à deux reprises une hausse brutale du prix du pétrole. Ces chocs pétroliers frappent des économies occidentales déjà affaiblies par d'autres problèmes, monétaires notamment. Ils marquent donc pour l'opinion la fin des Trente Glorieuses, même s'ils ne sont pas les seules causes de la crise économique, et une modification des rapports de force mondiaux.

Pourquoi parle-t-on de chocs pétroliers en 1973 et 1979 ?

**Doc 1 p. 214 : Aux origines du premier choc pétrolier (1973)**

**Nicolas Sarkis est un expert syrien en économie pétrolière, conseiller de l'OPEP. Dans ce livre d'entretiens, il explique comment le pétrole a été utilisé comme moyen de pression lors de la guerre du Kippour (qu'il nomme « guerre d'octobre ») en 1973.**

La guerre d'octobre a marqué un tournant capital dans l'histoire du monde arabe. Je ne pense pas seulement aux batailles militaires qui ont été gagnées sur le terrain et qui ont permis aux Arabes de se décomplexer, de détruire le mythe de l'invincibilité d'Israël, et de retrouver une dignité bafouée depuis des siècles. Je pense aussi et surtout au nouvel élan que cette guerre a donné au mouvement d'émancipation et d'unification des pays arabes. [...]

En octobre 1973, les pays arabes ont fait de leur mieux pour distinguer les pays « ennemis », des pays « neutres », et des pays « amis ». Seuls les premiers, dont notamment les États-Unis et la Hollande, ont été visés par l'embargo [pétrolier]. Les seconds, les « neutres », ont fait l'objet de mesures de réduction temporaire de la production. Quant aux « amis », ils ont été épargnés par les mesures arabes [...]. Le 16 octobre 1973, les ministres du Pétrole des six pays du Golfe membres de l'OPEP, réunis au Koweït, décidaient, pour la première fois dans l'histoire de leurs pays, que les prix du pétrole seraient désormais fixés unilatéralement par les pays exportateurs, et non plus par les compagnies concessionnaires<sup>1</sup>, en même temps qu'ils décrétaient une augmentation générale de 70 % des prix postés. Le lendemain 17 octobre, les ministres arabes du Pétrole décidaient pour la première fois également, à l'issue d'une réunion tenue à Koweït, l'utilisation du pétrole comme une arme politique dans le conflit israélo-palestinien.



Nicolas Sarkis, Le Pétrole à l'heure arabe, entretiens avec Éric Laurent,  
Paris, Stock, 1975.

1. Firme ayant obtenu l'exploitation d'une ressource, d'une production ou d'un service dans un pays. Elle reverse une partie souvent faible de ses gains à l'État concerné.

### **Doc 3 p. 215 : Le second choc pétrolier (1979)**

Le ministère italien de l'Industrie a invité les habitants du pays à économiser le fuel destiné au chauffage, en raison de la suspension des exportations iraniennes. Au cours d'un discours télévisé, le 2 février, M. Ammassari, directeur des ressources énergétiques au ministère de l'Industrie, a relevé que, depuis deux mois, l'Italie n'avait pas reçu de pétrole iranien. [...]

Les milieux pétroliers belges commencent, eux aussi, à s'inquiéter des événements iraniens et de la flambée des prix qu'ils suscitent. Entre le 29 et le 30 janvier, les prix du brut ont augmenté de 15 dollars à la tonne. [...]

Aux États-Unis, l'on commence à se préoccuper de l'hiver prochain. Une poursuite de la situation actuelle en Iran risque, en effet, de provoquer une pénurie de fuel domestique à partir de septembre 1979 (l'hiver 1978-1979 étant déjà pratiquement terminé). Pour faire face à cette situation, le gouvernement et l'industrie pétrolière des États-Unis prennent d'ores et déjà des dispositions afin de constituer des réserves.

En France, M. Giscard d'Estaing présidera, le 6 février, à 16 heures, un conseil restreint sur l'approvisionnement pétrolier. Ce conseil, a indiqué M. Hunt, porte-parole de l'Élysée, fera le tour des problèmes énergétiques français à moyen terme et analysera les structures d'approvisionnement à long terme. Il est cependant certain qu'il examinera aussi les difficultés provoquées par l'arrêt des exportations de pétrole iranien. [...]

Enfin, au Japon, BP<sup>1</sup> a notifié aux raffineurs qu'il allait réduire ses livraisons de 45 % pour la période de janvier.

Le Monde, 5 février 1979.

1. Initiales de British Petroleum, compagnie concessionnaire pétrolière d'importance mondiale.

## **DOSSIER p. 216-217 : La démocratisation de l'Europe méridionale et la CEE**

**Les dernières dictatures d'Europe du Sud sont renversées en 1974-1975. Une transition démocratique s'organise alors en Grèce, au Portugal et en Espagne. Elle est soutenue par le Conseil de l'Europe et par la CEE, qui accepte l'adhésion des trois États, malgré leur niveau de développement économique inférieur à celui des autres membres.**

Comment l'Europe a-t-elle accompagné la transition démocratique en Grèce, au Portugal et en Espagne ?

### **Doc 2 p. 216 : Un soutien à la transition démocratique en Espagne**

Le Conseil de l'Europe, fondé en 1949 et installé à Strasbourg, promeut la démocratie en Europe. Il a admis l'Espagne en 1977.

L'Assemblée [...]

Considérant que l'Espagne est entrée dans une période de transition et que le processus de démocratisation est irréversible [...];

Se félicitant de la proclamation par le roi Juan Carlos d'une amnistie s'appliquant aux prisonniers et exilés politiques [...], suffisamment large pour permettre l'amorce d'un dialogue entre le gouvernement et les dirigeants de l'opposition démocratique ;

[...]Considérant comme essentielle la restauration intégrale des libertés politiques et syndicales, et en particulier la légalisation rapide de tous les partis politiques ;

Exprimant la crainte que certaines forces extrémistes agissent en vue de faire ajourner la tenue d'élections pacifiques ; [...]

Déclare une fois de plus sa solidarité avec toutes les forces en Espagne qui travaillent pour l'instauration d'une vraie démocratie, et met à leur disposition son expérience pour contribuer à la démocratisation souhaitée par le peuple espagnol et par l'Europe tout entière.

Résolution adoptée par l'assemblée du Conseil de l'Europe, 22 septembre

1976.

#### **Doc 4 p. 217 : Les difficultés de l'élargissement pour la CEE**

Un refus net porterait un coup sévère aux fragiles régimes démocratiques qui se sont instaurés avec les encouragements explicites de la Communauté et qui déjà dépendent de nous dans une certaine mesure. [...] Nous croyons donc qu'il est bon d'accueillir favorablement ces demandes, tout en soulignant que le Conseil ne doit pas ignorer les problèmes qu'elles engendrent et qu'il ne doit pas non plus s'attendre à voir ces problèmes résolus sans peine. [...]

Le problème essentiel est de réduire la différence de niveau économique existant entre les pays candidats et la Communauté, de même qu'entre certaines régions de la Communauté actuelle. Pour ce qui concerne le PNB par habitant, le niveau de la Grèce et de l'Espagne n'atteint que la moitié environ du niveau moyen de la Communauté actuelle et un tiers seulement environ de celui des membres les mieux nantis de la Communauté actuelle. Le niveau du Portugal est encore bien plus bas. [...]

Il s'ensuit, à mon avis, qu'un élargissement du type qui nous concerne actuellement est qualitativement différent de celui négocié entre 1970 et 1972. Les trois nouveaux États membres avaient [alors] des économies analogues, pour l'essentiel, à celles des six États membres originaires ; ils ont donc pu s'intégrer plus facilement.

Déclaration de Roy Jenkins, président de la Commission des  
Communautés européennes en octobre 1977.

## **Doc 5 p. 217 : L'adhésion de la Grèce**

On peut, à bon droit, je pense, considérer le traité d'adhésion de la République hellénique aux communautés européennes, signé à Athènes le 28 mai 1979, comme l'un des textes les plus importants qui, dans le domaine des relations internationales, auront été soumis à notre assemblée depuis le début de la présente législature. [...]

Nous savons tous ce que l'Europe doit à la civilisation grecque. Nous savons combien profondément s'enfoncent dans le passé grec nos racines spirituelles. L'Europe a reçu de la Grèce ses schémas de pensée, ses méthodes de raisonnement philosophique et scientifique, ses références politiques, ses exemples artistiques. [...] Ce n'est pas tous les jours qu'une civilisation rejoint ses filles. L'Europe communautaire a tout avantage à coïncider autant qu'il se peut avec la réalité géographique européenne et surtout avec l'espace culturel européen. [...]

Il y a donc dix-huit ans que la Grèce attend [...]. En vérité, son adhésion serait depuis longtemps chose faite si les graves événements qui, de 1967 à 1974, ont suspendu en Grèce l'exercice de la démocratie n'étaient pas venus interrompre le cours naturel des choses. Or, depuis cinq ans, la démocratie se trouve restaurée à Athènes [...].

Maurice Druon, député français, discours devant l'Assemblée nationale, 5  
décembre 1979.

## **DOSSIER p. 218-219 : La révolution islamique en Iran**

**Allié privilégié des États-Unis et pays pétrolier en plein développement, l'Iran est secoué par une révolution en 1979. Le chah s'exile et l'ayatollah Khomeiny devient le « Guide Suprême » de la nouvelle République islamique d'Iran. Celle-ci s'affirme comme un modèle révolutionnaire, même si l'islam iranien est chiite et donc minoritaire au sein du monde musulman.**

Comment la révolution iranienne marque-t-elle l'émergence de l'islamisme comme nouveau modèle révolutionnaire ?

### **Doc 1 p. 218 : L'Iran victime de l'Occident**



**Djalâl Al-e Ahmad, intellectuel iranien opposé au chah, est proche du Parti communiste iranien, le Toudeh, qui a participé à la révolution à ses débuts, puis a été réprimé à partir de 1982.**

L'industrie occidentale organise notre pillage, nous gouverne et prend en main notre destin. Évidemment, quand on abandonne aux compagnies étrangères le pouvoir économique et politique d'un pays, elles décident de ce qu'elles lui vendent et ce qu'elles ne lui vendent pas : naturellement, pour qu'elles écoulent indéfiniment leurs produits manufacturés, il vaut mieux que nous ne puissions jamais nous passer d'elles. Que Dieu garde ces puits de pétrole ! On embarque le pétrole, en échange on nous donne tout ce que nous voulons [...]. Cet échange forcé concerne aussi la culture et le discours. Qu'on feuillette les pages, trop rares d'ailleurs, de notre prétendue presse littéraire. Quelles nouvelles donne-t-elle de notre propre pays ? Ou de l'Orient d'une façon générale ? De l'Inde, du Japon ou de la Chine ? Elle ne traite que du Nobel, du changement de pape, de Françoise Sagan, des prix du festival de Cannes, de la dernière pièce à Broadway et du plus récent film d'Hollywood. [...] Mais politiquement, nous vivons sous le drapeau du despotisme [...].

Djalâl Al-e Ahmad, *L'Occidentalité*, 1962, édition française par F. Barrès-Kotobi et M. Kotobi, L'Harmattan, 1988.

## **Doc 2 p. 218 : « L'islam, rien que l'islam »**

### **Une jeune Iranienne est interrogée sur la pensée du Guide Khomeiny.**

– Selon toi, à quoi se ramène l'essentiel de ce que dit Monsieur [Khomeiny] ?

– L'essentiel de ce qu'il dit est qu'on soit islamique, totalement islamique, et pas seulement en paroles. Il insiste, bien plus que les gens ne pensent, sur l'islam et non sur le matériel. Beaucoup disent que tout le monde doit avoir plein de choses, mais Monsieur affirme que, de quelque façon qu'on vive, on ne doit s'appliquer qu'à l'islam (pas seulement en esprit mais en acte) ; qu'il faut agir de façon islamique, rien qu'islamique ; qu'on doit faire fi de toute autre chose, des propos des autres, des complots des superpuissances. Tout cela, c'est comme de la poussière pour lui. L'islam, l'islam, rien que l'islam. L'homme doit avoir un Guide. Depuis le temps que Dieu l'a créé, l'homme a toujours eu un Guide et les Guides ont été envoyés pour que l'homme reste pur, qu'il vive et meure en toute pureté, qu'il ait une bonne fin dans l'autre monde.

Entretien réalisé à l'automne 1990 à Téhéran, dans Paul Vieille et Farhad Khosrokhavar, *Le Discours populaire de la Révolution iranienne*, Institut d'études méditerranéennes, 1990.

### **Doc 3 p. 218 : L'Iran en tête du « front islamique »**

Notre objectif est de dessécher à la racine les systèmes corrupteurs sionistes, capitalistes et communistes de ce monde. Nous nous sommes recommandés à Dieu, pour qu'il nous aide à détruire les régimes fondés sur ces trois théories, et à diffuser la doctrine de l'islam du messager de Dieu – Que la paix du Seigneur s'étende sur Lui et sa Descendance ! – dans le monde dominé par l'arrogance. [...]

Notre guerre est celle de la doctrine [islamique], elle se rit des frontières et de la géographie. Notre devoir est d'opérer l'immense mobilisation des soldats de l'islam, partout dans le monde, pour notre guerre islamique. [...]

Préparons-nous à organiser un puissant front islamique portant le nom, ayant les qualités de notre révolution [iranienne] et à affronter l'Est et l'Ouest coalisés, afin que soient enfin célébrés le règne et la gloire des déshérités et des va-nu-pieds. [...]

J'annonce clairement que la République islamique d'Iran va mettre tous ses moyens au service d'une résurrection de l'identité islamique des musulmans partout dans le monde.

Rouhollah Khomeiny, message diffusé par Radio Téhéran, 20 juillet 1988.

## **Doc 5 p. 219 : Une nouvelle idéologie révolutionnaire**

La révolution islamique bénéficia, dans les premiers temps, d'un large capital de sympathie parmi les opposants aux régimes autoritaires de l'ensemble du monde musulman. Avant que les purges, exécutions et atrocités commises en son nom ne ternissent son image, elle avait démontré qu'un mouvement issu de larges couches de la société pouvait abattre un gouvernement puissant et proche des États-Unis. C'en était assez pour que, jusque dans les cercles peu avertis de l'islam ou indifférents à son endroit, on prît au sérieux le potentiel révolutionnaire de cette religion. Par-delà Khomeini, l'exemple iranien donnait le sentiment à beaucoup d'observateurs et de dirigeants que l'islam était devenu le principal facteur de l'identité politique, sociale, culturelle, de populations autrefois définies à travers leur nationalité, leur appartenance sociale, etc. [...] À partir de 1979, des jeunes militants venant d'un peu partout dans le monde musulman, du Sud-Est asiatique à l'Afrique noire, ainsi que des populations d'origine musulmane de certains pays socialistes et de l'immigration en Europe occidentale, firent le voyage de Téhéran. [...] Comme les révolutions française ou bolchevique en leur temps, la révolution iranienne incarna un immense espoir pour les étrangers qui sympathisaient avec ses objectifs.

Gilles Kepel, Jihad. Expansion et déclin de l'islamisme, Gallimard, 2000.

## **Cours 2. Le monde communiste entre réforme et effondrement (p. 220 – 221)**

**Les économies et les sociétés communistes sont aussi en difficulté dans les années 1970-1980. Si la Chine populaire réagit en s'ouvrant au monde et au capitalisme, l'URSS, elle, s'effondre et disparaît.**

### **A - Le socialisme de marché en Chine**

Une économie sous-développée. Ayant rompu avec l'URSS, la Chine a cherché dans les années 1960 son propre modèle socialiste, privilégiant le développement des campagnes. Après la mort de Mao Zedong en 1976, des luttes de pouvoir opposent les idéologues maoïstes aux réformateurs « pragmatiques », menés par Deng Xiaoping. Ce dernier dénonce une économie incapable de répondre aux besoins de la population, un système dirigiste et centralisé, ne laissant aucune marge de manœuvre aux entreprises et démotivant les ouvriers.

Les réformes de Deng Xiaoping. Arrivé au pouvoir 1978, Deng Xiaoping lance le programme des « Quatre Modernisations » (agriculture, industrie, défense, sciences et techniques) et décide d'introduire une dose de capitalisme dans l'économie, sans renoncer au communisme. Avec le socialisme de marché, ce n'est plus l'État qui dicte les objectifs, mais la demande de la population ou de l'étranger, à laquelle les entreprises répondent. Pour cela, l'État donne plus d'autonomie aux entreprises et aux pouvoirs locaux (la province et le district), qui deviennent de véritables acteurs économiques.

POINT DE PASSAGE Ronald Reagan et Deng Xiaoping, deux acteurs majeurs d'un nouveau capitalisme p. 222

L'ouverture progressive de la Chine au monde. Alors que, jusqu'alors, les industries chinoises étaient tournées uniquement vers la consommation intérieure, Deng Xiaoping autorise plusieurs villes et provinces à accueillir des investissements étrangers. Quatre zones économiques spéciales (ZES) ouvrent ainsi en 1980. Ce modèle permet un développement sans précédent. Il est étendu en 1988 au reste du littoral, puis à l'ensemble du pays en 1992. La Chine devient ainsi « l'atelier du monde », et le premier régime communiste à économie de marché.

## **B. La perestroïka en URSS**

Une puissance déclinante. En décembre 1979, l'armée soviétique intervient en Afghanistan pour soutenir le gouvernement communiste au pouvoir depuis 1978 et confronté à une opposition croissante. L'invasion soviétique suscite un vaste mouvement de résistance, qui contribue à l'affirmation d'un islamisme jihadiste. Comme les États-Unis au Vietnam, l'image internationale de l'URSS se détériore alors qu'elle s'enlise en Afghanistan, tenue en échec par la guérilla des moudjahidin. Celle-ci est financée par la CIA, les États-Unis profitant ici d'un terrain d'affrontement indirect contre leur ennemi. En dix ans, l'URSS y perd plus de 25 000 hommes, ce qui traumatise la société. Par ailleurs, l'économie soviétique est épuisée par la course aux armements avec les États-Unis. Elle privilégie l'industrie lourde aux dépens des biens de consommation, souvent en pénurie. Le 26 avril 1986, la catastrophe nucléaire de Tchernobyl révèle la vétusté des infrastructures. Dans ce contexte, l'alcoolisme explose et traduit la perte de confiance en l'avenir de la société soviétique.

Les réformes de Mikhaïl Gorbatchev. Arrivé au pouvoir en 1985, Mikhaïl Gorbatchev veut enrayer ce déclin de l'URSS. Il met fin aux interventions extérieures, coûteuses, et lance des réformes intérieures. La glasnost instaure une liberté d'expression nouvelle, qui révèle aux Soviétiques l'ampleur des problèmes. La perestroïka amorce une libéralisation de l'économie, en donnant plus d'autonomie aux entreprises, et une démocratisation de la vie politique. Une nouvelle assemblée élit Gorbatchev président de l'URSS en 1989.

### **C. 1989-1991 : crépuscule communiste ?**

1989-1990 : l'effondrement du bloc soviétique. Partout en Europe de l'Est, les populations manifestent contre les régimes communistes et obtiennent des élections libres. Conformément à sa nouvelle politique, l'URSS n'intervient pas au secours des gouvernements, qui perdent les élections. À la fin de l'année, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Bulgarie, la Roumanie et la Hongrie ne sont plus dirigées par un gouvernement communiste. Dans le même temps, la Hongrie ouvre le rideau de fer qui la séparait de l'Autriche. Puis la chute du mur de Berlin, le 9 novembre 1989, précipite la disparition du bloc soviétique. Tombés les uns après les autres, les gouvernements communistes voient leurs pays successivement quitter le pacte de Varsovie à partir de septembre 1990. Celui-ci n'est plus qu'une structure vide lorsqu'intervient sa dissolution officielle en juillet 1991.

POINT DE PASSAGE L'année 1989 dans le monde p. 224

Une vague de contestation qui atteint la Chine. À Pékin, au printemps 1989, des milliers d'étudiants se rassemblent sur la place Tiananmen pour demander la « cinquième modernisation », c'est-à-dire la démocratie. En visite officielle, Gorbatchev est acclamé en tant que réformateur communiste. Mais Deng Xiaoping refuse tout compromis : les manifestations sont très violemment réprimées par l'armée le 4 juin.



L'opinion internationale s'indigne et la République populaire de Chine est atteinte dans son image. Mais elle maintient la dictature du Parti communiste.

POINT DE PASSAGE L'année 1989 dans le monde p. 224

La fin de l'URSS. Les réformes ont donné la parole aux opposants, et notamment aux nationalistes qui réclament l'indépendance. Gorbatchev avait surestimé la solidité de l'URSS, fédération de quinze républiques. Il est critiqué à la fois par les « radicaux » qui demandent des réformes plus rapides et par les « conservateurs » nostalgiques du stalinisme. Ces derniers tentent un putsch en août 1991, qui échoue grâce à l'action du peuple moscovite et du président de la République de Russie, Boris Eltsine. Le 5 septembre, le Parti communiste est dissous. En décembre, l'Ukraine, la Biélorussie et la Russie créent la Communauté des États indépendants (CEI), qui consacre la fin de l'URSS. Le 25 décembre 1991, M. Gorbatchev est contraint d'annoncer sa démission.

## **POINT DE PASSAGE p. 222-223 : Ronald Reagan et Deng Xiaoping, deux acteurs majeurs d'un nouveau capitalisme**

**En quoi ces deux dirigeants sont-ils à l'origine de versions rénovées du capitalisme ?**

### **Doc 1 p. 222 : Une « révolution socialiste »**

Nous voici encore une fois à un tournant de l'histoire de la Chine. En 1978, nous avons lancé un vaste programme que nous appelons « les Quatre Modernisations » : modernisation de l'industrie chinoise, de l'agriculture, du secteur scientifique et technologique, et de la défense nationale. Pour nous autres Chinois, il s'agit là, en un sens bien réel, d'une nouvelle révolution ; et c'est une révolution socialiste. [...] Nous ne voulons pas le capitalisme ; ce que nous voulons, c'est une société socialiste dont l'économie soit prospère.

La Chine a maintenant adopté une politique d'ouverture sur le monde, dans un esprit de coopération internationale. [...] Il n'existe aucun pays où le processus de modernisation se soit déroulé dans un isolement total. [...] Nous voudrions, à mesure que notre développement se poursuit, élargir le rôle de l'économie de marché. Au sein du système socialiste, une économie de marché et une économie fondée sur la planification de la production peuvent coexister et il est possible d'établir entre elles une coordination.

Discours de Deng Xiaoping, prononcé en 1979. Cité par Rémi Pérès, dans  
Chronologie de la Chine au XX<sup>e</sup> siècle, Vuibert, 2001.

#### **Doc 4 p. 223 : « Le gouvernement est le problème »**

Les industries déclinent et plongent les travailleurs dans le chômage, la misère humaine et l'indignité. Ceux qui travaillent n'ont pas un juste retour de leurs efforts à cause d'une fiscalité qui pénalise la réussite et qui nous empêche de maintenir une pleine productivité. [...]

Dans la crise actuelle, le gouvernement n'est pas la solution à nos problèmes ; le gouvernement est le problème. [...]

Notre gouvernement n'a pas d'autre pouvoir que celui que lui donne le peuple. Il est temps de contrôler et de faire reculer la croissance de l'État, lequel semble avoir enflé au-delà du consentement des gouvernés. Il est dans mes intentions de réduire la taille et l'influence de la structure fédérale [...].

Le gouvernement peut et doit fournir des opportunités, non les étouffer, renforcer la productivité, et non l'amoindrir. [...] Ce n'est pas une coïncidence si nos difficultés présentes sont parallèles et proportionnelles à l'intervention et à l'intrusion dans nos vies d'une excessive et inutile croissance de l'État. [...]

Il est temps de réveiller ce géant industriel, de remettre le gouvernement dans ses limites et d'alléger un système fiscal punitif.

Discours inaugural du président Ronald Reagan, 20 janvier 1981, édité par  
H. Broquet, C. Lanneau, S. Petermann, dans Les 100 discours qui ont  
marqué le XX<sup>e</sup> siècle, André Versailles Éditeur, 2008.

## **POINT DE PASSAGE p. 224-225 : L'année 1989 dans le monde**

**Dans quelle mesure l'année 1989 est-elle le moment d'un élan mondial en faveur de la liberté et de la démocratie ?**

### **Doc 2 p. 224 : La fête du bicentenaire de la Révolution française**

Pour ce 14 juillet, toutes les races et toutes les nations de la terre se côtoient pour la fête de toutes les libertés. [...] Jusqu'à la place de la Concorde où Jessy Norman<sup>1</sup> venait de chanter l'hymne national, les Champs-Élysées déroulaient, après le défilé militaire du matin, un frénétique tapis de couleurs vivantes. Un million de spectateurs se fondaient dans les vagues de lumière et de musique. Et, dans 112 pays, 800 millions de téléspectateurs participaient à l'explosion du plus universel des bonheurs partagés, en l'honneur du peuple de Paris qui, il y a deux siècles, abattit les murs d'une prison. Ce soir, les Champs-Élysées sont bien la plus belle avenue du monde. [...] Après les « tambours français », ce sont les Italiens du « palio » de Sienne<sup>2</sup> qui jonglent avec 60 drapeaux tricolores. Derrière, dans un silence impressionnant, le char de la Chine est apparu : gigantesque tambour muet (le seul qui ne résonnera pas de la soirée), en hommage aux espoirs brisés des étudiants de Pékin.

Cayrol Sabine, « Bicentenaire. Paris, reine du monde. » Paris Match, 20 juillet 2009.

1. Célèbre cantatrice américaine (1945-2019).
2. Ville italienne dont la course annuelle à cheval (le palio) est mondialement connue.

#### **Doc 4 p. 225 : La répression chinoise vue des États-Unis**

Durant ces derniers jours, des éléments de l'armée chinoise ont brutalement réprimé les manifestations pacifiques du peuple en Chine. [...] Les manifestations de la place Tiananmen réclamaient des droits fondamentaux, la liberté d'expression, la liberté de la presse et la liberté d'association. Ce sont des objectifs que nous soutenons partout dans le monde [...]. Les États-Unis ne peuvent pas tolérer ces attaques violentes [...].

J'ordonne les actions suivantes : la suspension de toutes les exportations d'armes [...], la suspension des rencontres entre les dirigeants américains et les chefs militaires chinois, l'examen bienveillant des demandes d'étudiants chinois voulant prolonger leur séjour aux États-Unis, et l'offre d'assistance humanitaire et médicale à travers la Croix-Rouge aux personnes blessées lors de la répression. [...] Sur le plan commercial, je ne veux pas nuire au peuple chinois. Je crois précisément que les échanges commerciaux ont conduit à cette quête de liberté.

George Bush Sr, président des États-Unis, conférence de presse du 5 juin  
1989.

## **Doc 5 p. 225 : L'ère de la « compréhension mutuelle »**

**Mikhaïl Gorbatchev évoque devant le Comité central du Parti communiste sa rencontre avec le président américain G. Bush à Malte les 2 et 3 décembre 1989.**

Bien entendu, des divergences non négligeables demeurent, mais l'important est qu'une autre approche, plus constructive et avisée, ait vu le jour. Ainsi, des perspectives plus optimistes d'un règlement pacifique se dessinent-elles devant nous. Dans l'ensemble, nous avons eu avec le président Bush un entretien d'une grande importance. Nous y voyons l'amorce d'une nouvelle étape des relations soviéto-américaines. Je répète, les changements qui se produisent sont importants et revêtent une grande signification. Nous sommes déjà passés de la confrontation à une meilleure compréhension mutuelle. Maintenant nous abordons un niveau plus élevé de compréhension mutuelle et de coopération même. Si les dirigeants américains continuent à faire preuve d'un grand sens des responsabilités, nous pourrions passer à un partenariat.

Discours de M. Gorbatchev, 9 décembre 1989, « Documents d'actualité internationale », publiés par le ministère des Affaires étrangères, février 1990.

## **DOSSIER p. 226-227 : L'effondrement du bloc soviétique et de l'URSS**

**Pour réformer l'URSS, Gorbatchev met un terme à la guerre froide avec les États-Unis à partir de 1987, puis il rend en 1989 leur liberté aux pays qui étaient depuis 1947-1949, les « satellites » de Moscou. Mais il ne parvient pas à empêcher l'implosion de l'URSS en 1991.**

Pourquoi la politique de Gorbatchev a-t-elle entraîné l'effondrement du bloc soviétique puis de l'URSS ?

### **Doc 1 p. 226 : Les dernières années de l'URSS**

On remplissait le plan et même on le dépassait, mais il n'y avait rien dans les magasins. [...] Les saucisses et les raviolis étaient des denrées de luxe. Au comité régional [du parti], nous étions tout le temps en train de répartir quelque chose : dix réfrigérateurs et cinq manteaux fourrés pour telle usine, deux salles à manger yougoslaves et dix sacs à main polonais pour tel kolkhoze... On attribuait des casseroles et des sous-vêtements féminins. Des collants... Une société pareille ne pouvait tenir que sur la peur. Sur l'état d'urgence. Toujours plus d'exécutions, toujours plus de gens en prison. [...]

Les fonctionnaires s'enfermaient dans leurs bureaux en tirant les rideaux. Un détachement renforcé de la milice montait la garde nuit et jour devant l'entrée du bâtiment du comité régional. Nous avons peur du peuple, et le peuple, par inertie, avait encore peur de nous. Après, ils ont cessé d'avoir peur... Des milliers de gens se rassemblaient sur la place. Je me souviens d'une pancarte qui disait : « À bas 1917 ! À bas la révolution ! » [...] Gorbatchev était faible. Il louvoyait. Il était soi-disant pour le socialisme... Et il voulait le capitalisme. Il cherchait surtout à plaire à l'Europe, à l'Amérique. Là-bas, on l'applaudissait : « Gorby ! Gorby ! » Il leur parlait de la perestroïka... (Elle se tait.) Le socialisme était en train de mourir sous nos yeux.

Témoignage d'Elena lourevna S., troisième secrétaire du comité régional du Parti communiste, recueilli par Svetlana Alexievitch, dans *La Fin de l'homme rouge ou le temps du désenchantement*, Actes Sud, 2013.



## **Doc 2 p. 226 : Gorbatchev et la perestroïka**

De grands changements étaient en cours en Union soviétique et en Europe de l'Est. [...] Auparavant, nous voulions que les leaders des pays de l'Europe de l'Est nous suivent. Cette fois-ci nous avons dit : nous voulons la Perestroïka. Nous allons la réaliser, mais c'est vous qui décidez ce que vous voulez pour votre pays. Nous n'interférerons pas. [...] En tant que politicien j'ai peut-être perdu, mais les politiques que j'ai défendues ont permis de réaliser toutes les transformations nécessaires jusqu'en 1991. La perestroïka avait atteint un point de non-retour. J'ai perdu, mais la perestroïka a gagné [...].

L'idée de la perestroïka était de mettre un terme au système totalitaire, d'évoluer vers la démocratie, l'économie de marché, la liberté d'expression et de la presse, l'ouverture vers les autres pays. [...] Nous avons bougé graduellement dans la direction qui nous semblait la bonne. D'un point de vue tactique, oui, nous avons fait des erreurs, il a fallu adapter notre trajectoire. Dans un pays comme la Russie avec l'industrialisation que nous avons entreprise, il y avait énormément de défis.

Interview de Mikhaïl Gorbatchev par le journal Le Temps, 1<sup>er</sup> novembre

2009.

### **Doc 3 p. 227 : Les tensions entre nationalités au sein de l'URSS**

#### **Un ouvrier russe raconte un voyage professionnel à Vilnius, en Lituanie.**

Avant mon départ, l'ingénieur en chef de l'usine m'a convoqué, il était déjà allé là-bas. Il m'a prévenu : « surtout, ne leur parle pas russe. Si tu demandes des allumettes en russe dans un magasin, on ne t'en vendra pas. Tu n'as pas oublié ton ukrainien ? Alors parle-leur en ukrainien ». Je ne l'ai pas cru : qu'est-ce que c'était que ces bêtises ? Mais il a continué : « et fais gaffe dans les restaurants, ils sont capables de t'empoisonner ou de saupoudrer ton assiette de verre pilé. Maintenant, là-bas, tu es un occupant, tu comprends ? » Moi j'en étais encore à l'amitié entre les peuples, ce genre de choses... La fraternité soviétique. Je ne l'ai pas cru, jusqu'à ce que j'arrive dans la gare de Vilnius. Quand je suis descendu sur le quai... dès la première seconde, dès que j'ai parlé russe, on m'a fait comprendre que j'étais dans un pays étranger. J'étais un occupant. Venu d'une Russie crasseuse et arriérée. Un sale Russkoff. Un barbare.

Témoignage anonyme recueilli sur la place Rouge en décembre 1991 par  
Svetlana Alexievitch, *La Fin de l'homme rouge ou le temps du  
désenchantement*, Actes Sud, 2013.

## **SYNTHÈSE p. 228 : La modification des grands équilibres économiques et politiques**

**Comment les années 1970 et 1980 modifient-elles en profondeur l'ordre mondial ?**

### **1 - Le bloc occidental en recomposition**

Les années 1970 voient s'achever le cycle de croissance dans lequel l'Occident était entré au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. La suspension de la convertibilité du dollar en or, décidée en 1971 par le président Richard Nixon témoigne de ce retournement de tendance. Mais ce sont les deux chocs pétroliers de 1973 et 1979-1980, tous deux provoqués par les troubles au Moyen-Orient, qui portent le coup le plus rude aux économies occidentales en renchérissant le prix du pétrole dont elles sont dépendantes.

Pour affronter la crise, Margaret Thatcher au Royaume-Uni et Ronald Reagan aux États-Unis promeuvent une révolution néolibérale en rupture avec la tradition keynésienne de l'État-providence. L'intervention économique de l'État est réduite à son minimum afin de stimuler l'initiative économique privée.

Si l'Occident est à la peine sur le plan économique, il gagne du terrain sur celui des valeurs. Les derniers régimes dictatoriaux d'Europe de l'Ouest (Grèce, Espagne, Portugal) s'effondrent dans les années 1970, ouvrant la voie à leur entrée dans la CEE. Au Moyen-Orient en revanche, les États-Unis perdent l'un de leur plus solide allié avec la révolution islamique qui touche l'Iran en 1979. Celui-ci ne rejoint pas pour autant le camp soviétique.

## 2. Le monde communiste entre réforme et effondrement

Arrivé au pouvoir en 1978, Deng Xiaoping tourne le dos à l'héritage maoïste en convertissant la Chine au « socialisme de marché ». Sans renoncer officiellement au communisme, une dose de capitalisme est introduite dans l'économie du pays. Des zones économiques spéciales sont créées sur le littoral pour attirer les investisseurs occidentaux.

Les réformes entreprises à partir de 1985 par Mikhaïl Gorbatchev pour tenter de redresser une URSS économiquement à bout de souffle s'avèrent moins efficaces. La libéralisation de l'économie encouragée par la perestroïka n'est guère concluante. La liberté d'expression permise par la glasnost libère la parole des nombreux opposants au régime.

L'année 1989 voit les manifestations d'opposition à Moscou se multiplier dans l'ensemble du bloc soviétique. Gorbatchev choisit de ne pas les réprimer. La foule abat ainsi sans résistance le mur de Berlin puis l'ensemble du rideau de fer, prélude à la disparition de l'URSS en 1991. En Chine, les manifestations étudiantes de 1989 sont, en revanche, violemment réprimées : la liberté économique ne s'accompagne pas de la liberté d'expression.